



Les priorités de réforme pour le quinquennat

Synthèses des propositions des experts
de l'Institut Sapiens

Table des matières

A propos de l'Institut Sapiens	3
Introduction	4
La correction des dysfonctionnements dans l'éducation	5
L'innovation au service de la santé	8
La simplification nécessaire du logement	12
La réindustrialisation des territoires	14
La fabrique d'un pouvoir d'achat non périssable	17
Le rééquilibrage de nos retraites	19
La sauvegarde d'une agriculture compétitive	21

A propos de l'Institut Sapiens

L'Institut Sapiens est un laboratoire d'idées (*think tank*) indépendant et non partisan réfléchissant aux nouvelles conditions d'une prospérité partagée à l'ère numérique. L'humanisme est sa valeur fondamentale. Son objectif est d'éclairer le débat économique et social français et européen par la diffusion de ses idées.

Il fédère un large réseau d'experts issus de tous horizons, universitaires, avocats, chefs d'entreprise, entrepreneurs, hauts fonctionnaires, autour d'adhérents intéressés par les grands débats actuels. Sapiens s'attache à relayer les recherches académiques les plus en pointe.

Les travaux de Sapiens sont structurés autour de **sept observatoires thématiques** : développement durable ; IA et éthique ; science et société ; santé et innovation ; travail, formation et compétences ; politiques, territoire et cohésion sociale ; innovation économique et sociale.

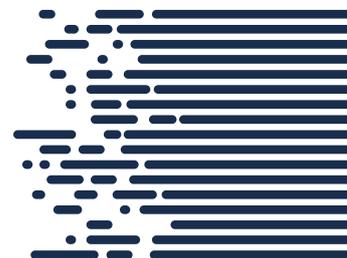
Sa vocation est triple :

Décrypter — Sapiens aide à la prise de recul face à l'actualité afin d'aider à la compréhension des grandes questions qu'elle pose. L'institut est un centre de réflexion de pointe sur les grands enjeux économiques contemporains.

Décloisonner et faire dialoguer — Sapiens met en relation des mondes professionnels trop souvent séparés : universitaires, membres de la sphère publique, praticiens de l'entreprise ou simples citoyens. L'institut est un carrefour où ils peuvent se rencontrer pour réfléchir et dialoguer.

Se former — Le XXI^e siècle est celui de l'information ; il doit devenir pour l'individu celui du savoir. Les immenses pouvoirs que donnent les technologies appellent un effort nouveau de prise de recul et d'analyse. Grâce à ses publications, événements et rencontres, Sapiens se veut un lieu de progression personnelle pour ceux qui veulent y prendre part.

Pour en savoir plus, visitez notre site internet : institutsapiens.fr



Introduction

Trois mois après l'élection présidentielle, force est de constater que la machine à réformes est enrayée. Le contexte politique, marquée par l'absence de majorité absolue n'est sans doute pas étranger à cet arrêt. Pourtant, cette période dite des « 100 jours » a toujours été un catalyseur de transformations, et a très souvent été l'occasion de déployer des réformes ambitieuses et structurelles. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Institut Sapiens avait demandé en juin 2022 à ses directeurs d'observatoire et à ses experts de pointer les réformes qui leurs paraissaient essentielles à mener en ce début de quinquennat, en présentant les problématiques auxquelles elles répondaient, leur contenu et la méthode de déploiement qu'elles adoptaient. La fin calendaire de ces « 100 jours » et de l'ambition naturelle qui l'accompagne ne doit cependant pas être une fatalité à l'immobilisme dans notre pays. La nécessaire volonté réformatrice pour l'avenir de notre pays se doit d'être ravivée. C'est tout l'ambition de cette note, qui présente un chemin et une méthode pour développer des réformes ambitieuses et essentielles pour la France. Les sept thèmes que nous avons retenus représentent pour nous les priorités absolues pour notre pays. Pour faciliter la lecture, nous avons listé pour chacune d'entre elles les objectifs à suivre, les réformes à mener ainsi que la méthode à adopter pour y parvenir. Ces mesures ne sont volontairement pas chiffrées pour ne pas focaliser le débat sur leur aspect purement budgétaire, mais bien sur leur périmètre, leur pertinence, leur ambition et leur utilité pour renouer avec le chemin de la prospérité.





La correction des dysfonctionnements dans l'éducation

Les grands objectifs à poursuivre

- Enrayer la chute de la France dans les classements internationaux (TIMSS, PISA...) et en particulier dans le domaine scientifique (mathématiques et culture scientifique).
- Atténuer le poids du déterminisme social en France : l'origine sociale est déterminante dans la réussite à l'école, beaucoup plus que l'effort fourni et les capacités cognitives. Outre le fait que cela réduise la cohésion sociale et soit générateur d'inégalités qui se poursuivront tout au long du cycle de vie des individus issus de milieu modeste, cela constitue un énorme gâchis de talents pour la société. Or un pays ne peut prétendre à innover, se réindustrialiser et être compétitif au niveau

international que s'il forme correctement sa population, en particulier dans les matières scientifiques.

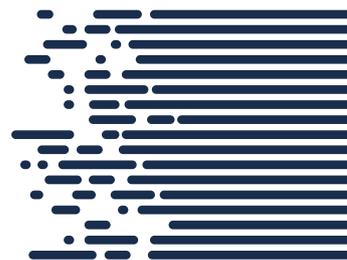
- Insérer les 1,5 million de NEETs, ces jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Cela représente 1 jeune sur 7 sur le territoire et 1 jeune sur 4 dans les QPV, en grande majorité des décrocheurs.

Les réformes à impulser

- Cibler les politiques sur les enfants d'origine modeste dès le plus jeune âge pour leur donner les prérequis indispensables à l'acquisition des connaissances cognitives à l'école, comme les savoirs transmis naturellement au sein des familles favorisées. Concrètement, cela nécessite un investissement massif dans le primaire et le pré primaire, favoriser l'école dès l'âge de deux ans en particulier pour les enfants de milieu modeste, et favoriser la mixité sociale à l'école dès le plus jeune âge.
- Augmenter la dépense publique d'éducation dans le primaire et le supérieur. La France dépense moins que les autres pays en matière d'éducation : 8,4% du PIB contre 10,2% au sein de l'OCDE. Dans le supérieur, les dépenses stagnent depuis 2009 alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 20%. C'est pour cette raison qu'il faut des financements pérennes, pour en finir avec les appels à projets non suivis, non évalués, sur le court terme, dans un environnement sous-doté qui obère les chances d'une politique publique efficace.
- Revaloriser la profession d'enseignant : relever le salaire statutaire des enseignants du primaire à l'université d'au moins 20%. (Le salaire statutaire des enseignants du primaire et du secondaire après dix ou quinze ans de service est inférieur d'au moins 15 % à la moyenne de l'OCDE ; les enseignants en France passent davantage de temps à enseigner devant les élèves que leurs collègues dans les pays européens en moyenne).
- Donner la priorité à l'insertion économique des NEETS : former aux métiers en tension en mettant en avant le rôle des branches (250000 emplois manquant dans l'hôtellerie-restauration), et en développant les compétences transversales.
- Augmenter le nombre de CJE et l'accompagner d'une expérience associative pour développer les compétences transversales. Mieux faire travailler les acteurs de l'insertion des jeunes ensemble (missions locales, pôle emploi, EPIDE, département, etc.).

La méthode pour y parvenir

- Pour les réformes éducatives, associer les enseignants par l'intermédiaire de consultations, tenir compte des rapports des différents CESER qui font un travail très documenté au plus proche des territoires.
- Pour les NEETS, créer un véritable pilote du CEJ qui coordonne le dispositif et organise le travail en collaboration de tous les acteurs : chaque jeune doit pouvoir être orienté vers la meilleure formation compte tenu de son parcours et être pris en charge par la structure correspondante.
- Commencer le plus tôt possible car 5 ans (un quinquennat), c'est court ! Une véritable feuille de route, avec des objectifs intermédiaires et une évaluation à mi-parcours.





L'innovation au service de la santé

Les grands objectifs à poursuivre

- Résorber les déserts médicaux en changeant l'approche territoriale que l'on a de la santé : ne plus se focaliser sur la densité de médecins présents par bassins de population, mais adopter une logique où la personne qui soigne - qui peut être une infirmière IPA - se rend directement chez le patient.
- Insuffler une véritable politique de prévention. Le système de santé français est principalement curatif et insuffisamment préventif. Agir sur les trois volets de cette politique (primaire, secondaire et tertiaire), permettre non seulement d'augmenter l'espérance de vie en bonne santé des patients, et également de réaliser d'importantes économies budgétaires.

- Favoriser le développement d'innovations en santé. Enjeu recouvrant à la fois la souveraineté sanitaire de la France mais aussi l'amélioration de la médecine actuelle, les innovations en santé nécessitent à la fois un cadre normatif plus souple, mais aussi d'importants investissements pour favoriser l'éclosion de nouvelles technologies.

Les réformes à impulser

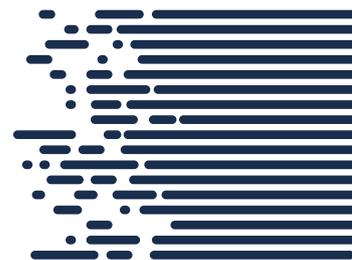
- Utiliser l'innovation pour remédicaliser les territoires
 - ◇ envoyer des infirmières en pratique avancée (IPA) en première ligne. Ainsi elles pourront combler la désertification médicale d'un territoire en allant directement à la rencontre des patients. Affectées aux services d'urgence et au SAMU, elles pourront améliorer la prise en charge des patients. Associées aux médecins, elles libéreront du temps médical précieux, pour leur permettre de se concentrer sur des dossiers plus complexes demandant une expertise pointue simplifier les autorisations,
 - ◇ recourir à la télémédecine de manière accrue pour donner accès à tous les patients à un professionnel de santé situé n'importe où sur le territoire,
 - ◇ faire évoluer l'ONDAM vers un ONDAM quinquennal et une déclinaison régionale. Couplés à l'exploitation des données sur le plan régional, cette évolution permettra la réalisation de véritables évaluations qualitatives et quantitatives et facilitera la comparaison des investissements entre les régions et venir ainsi favoriser l'efficacité et la pertinence des actions de prévention, de soins et d'accompagnement,
 - ◇ utiliser les données de santé au niveau local pour comprendre les caractéristiques médicales d'un territoire, en cartographier les inégalités sanitaires et médico-sociales, et pouvoir définir avec précision les axes d'amélioration, notamment en termes de prévention,
 - ◇ confier une réelle autonomie aux ARS pour concrétiser l'esprit initial de leur création et en faire de véritables agences territoriales fortes et décisionnaires. A ce titre, nos voisins espagnols, qui ont délégué la compétence de santé aux régions, fournissent des exemples à suivre : l'approche globale et intégrée des soins en Catalogne produit des résultats probants en matière de santé publique, en particulier depuis les années 2010 sur les pathologies chroniques

- Développer l'écosystème d'innovation global en santé :
 - ◇ donner de la visibilité et de la perspective avec la mise en place d'une pluri annualité du budget « recherche » voté par le Parlement corrélé à un plan quinquennal « recherche » ciblant des domaines prioritaires sur lesquels les retours sur investissement ne sont pas immédiats en résonance avec les actions « recherche » de l'Union européenne,
 - ◇ maintenir le Crédit impôt recherche (complété par le Crédit impôt innovation) en accentuant l'effort sur les PME, pour lequel il a eu le plus d'impact, du fait de leurs sensibilité à la contrainte financière,
 - ◇ faire émerger des champions au niveau européen, véritable intégrateurs et catalyseurs de l'écosystème sur le modèle du Consumer Electronic Show américain, créer et animer un Digital Health Symposium annuel, rassemblant tout l'écosystème en e-santé européen et accompagner, les licornes et autres futurs champions à s'installer dans d'autres pays que leur marché domestique,
 - ◇ promouvoir la recherche en design d'usages de santé, afin de créer une médecine efficace, perturbant moins la vie des malades, s'adaptant aux pratiques des soignants, visant à adapter les protocoles de traitement aux réalités de la vie quotidienne des patients et des professionnels. Il s'agit pour cela, de renforcer les recherches pluridisciplinaires (sciences humaines, mathématiques, sociologie...) en finançant des POC,
 - ◇ passer d'une logique de régulation en matière d'innovations ex-ante à ex-post, pour ne pas désinciter les investisseurs.
- Faire de la prévention le socle de la santé publique en France
 - ◇ assurer un minimum de cours d'éducation à la santé, pour apprendre dès l'école les principaux facteurs de risque, leurs mécanismes, leurs impacts sur la santé, les « bons » comportements à adopter, l'intérêt, les risques et le fonctionnement de la vaccination, pour contrer les infox propagées par les antivax,
 - ◇ prévoir au moment du départ en retraite, une formation obligatoire sur la prévention du mauvais vieillissement au moment de l'ouverture des droits,
 - ◇ mettre en place des bilans de santé complets à tout âge de la vie,

- ◇ développer la rémunération forfaitaire des professionnels de santé pour la télésurveillance des parcours de soins des personnes en ALD. Cela implique la prise en compte d'une dominante technologique, la mise en subsidiarité entre professionnels de santé (délégation de responsabilités) et la mise en place d'actions d'éducation thérapeutique du patient. Cela se fera via la formation des professionnels de santé, mais aussi par une incitation concrétisée par un forfait significatif, cofinancé par l'assurance maladie et les complémentaires santé.

La méthode pour y parvenir

- Consolider et accentuer les espaces de dialogue, de partage des missions et de partenariat entre les complémentaires santé, la Sécurité Sociale, l'Etat, les collectivités locales, les patients et les sociétés savantes pour profiter des avantages liés aux caractéristiques de chacun de ces acteurs.
- Inclure tous les acteurs de la santé dans les transformations voulues, pour prévenir de toutes les potentielles oppositions en donnant la parole à chacun pour ne pas cristalliser des tensions inutiles.





La simplification nécessaire du logement

Les grands objectifs à poursuivre

- Provoquer un vrai choc de l'offre, en construisant et rénovant massivement le parc existant. Nous devons pour cela revenir à un rythme annuel minimum de construction de 400 000 logements par an (contre 280 000 aujourd'hui) tout en favorisant l'accès des jeunes et des classes moyennes au logement.
- Traiter la rénovation énergétique des bâtiments, tant sur le plan volumétrique, que financier. Entre 6 et 8 millions (selon les émetteurs) de passoires thermiques seront retirées du marché si rien n'est fait d'ici 2032. L'effort d'investissement est estimé à 180 milliards d'euros. Nous devons absolument nous assurer

de notre capacité à financer cet investissement immense, tout en mobilisant les compétences nécessaires pour y parvenir.

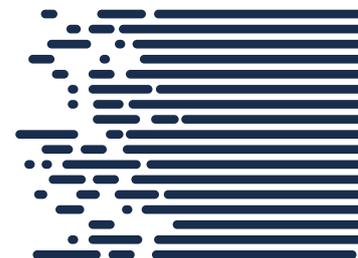
- Développer une politique d'aménagement des territoires en créant les conditions d'une mobilité choisie.

Les réformes à impulser

- Simplifier l'acte de construire et rénover :
 - ◇ réduire les délais de construction délais,
 - ◇ simplifier les autorisations,
 - ◇ durcir les sanction contre les recours abusifs
 - ◇ assouplir les exigences de la ZAN et des échéances liées aux différentes lois environnementales
- Remise à plat totale de la fiscalité liée au logement (DMTO, droits de succession, donations, plus-values), qui génère 80 milliards de recettes fiscales pour 40 milliards de dépenses, par la création d'un statut du bailleur privé.
- Revoir le logement d'urgence (30 000 personnes dans la rue et 300 000 hébergées à l'hôtel) et accélérer la modernisation du logement social.

La méthode pour y parvenir

- Nommer un ministre du logement de plein exercice, aux compétences élargies, qui aura pour mission de revisiter la règle des trois « S » pour son secteur : simplifier, stabiliser et sanctuariser.
- Mettre en place, dès octobre d'une conférence sur le logement, avec la participation de tous les acteurs de cette industrie. La feuille de route sera simple mais ambitieuse : établir pour la fin du mois de novembre un rapport détaillé, base d'un projet de loi de programmation sur 10 ans, qui sera soumis au parlement courant décembre.





La réindustrialisation des territoires

Les grands objectifs à poursuivre

- Enrayer la désindustrialisation de la France, où le poids de l'industrie dans le PIB est passé de 20% à 10%, qui explique notamment le déficit commercial record de 87 milliards d'euros en 2021.
- Accompagner la tendance à la régionalisation de la dynamique économique. Aujourd'hui, 75% du PIB se fait désormais hors Paris et Ile-de-France (qui concentraient avant 80% de cette performance) dans les métropoles régionales. De même les deux tiers des investissements directs étrangers (IDE) industriels pour lesquels la France est devenu championne d'Europe devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne se font

vers des projets situés à proximité de villes de moins de 20 000 habitants.

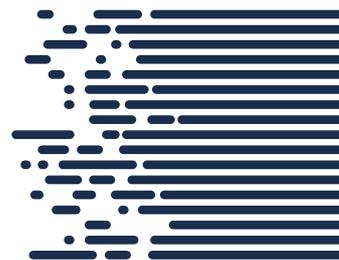
Les réformes à impulser

- Réaliser un travail de simplification drastique du maquis normatif, qui représente un frein pour les projets de réindustrialisation durable, notamment en ce qui concerne les difficultés d'accès au foncier ou de respect des normes environnementales.
- Opérer une rupture avec l'idéologie de la taille critique des entreprises et des organisations car pour irriguer durablement un territoire c'est d'un réseau agile de TPE, PME ou ETI dont il a besoin.
- Valoriser la formation professionnelle dans les comptabilités (en investissements pour celles publiques et en actifs immatériels pour celles privées) pour que l'action des élus locaux et des entrepreneurs en ce sens et qui crée de la valeur soit mieux valoriser au plan comptable. La formation professionnelle doit être intégrée au cœur des territoires car sans elle, en particulier dans une industrie qui doit désormais intégrer la transition écologique et demande donc des qualifications aux salariés régulièrement augmentées, il n'y a pas de réindustrialisation possible.
- Amplifier la baisse des charges sur les salaires (jusqu'à 3 fois le SMIC) car la désormais faiblesse des charges sur les bas salaires salués par les dirigeants rend en retour plus difficile sur le plan économique leur augmentation avec l'envolée des charges qui en résulterait alors.
- Prendre en compte par les acheteurs publics dans les appels d'offre des coûts cachés des productions délocalisées à bas prix de vente (par exemple pour la fabrication de masques sanitaires en Chine : défauts de qualité, émissions de CO2 liées au transport long, risques de dépendance stratégique, etc.) et des gains cachés des productions localisées à prix de vente supérieur (par exemple pour la fabrication de masques sanitaires en France : qualité supérieure, autonomie stratégique, emplois locaux, perception supérieure de matière fiscale et sociale, etc.). Cela pour que le critère du prix de vente des produits achetés soit mieux tempéré par des critères hors prix lors des appels d'offre.

- Opérer une reconversion plus efficiente des chômeurs sur un territoire car une main d'œuvre disponible et bien formée devient à l'heure des pénuries de qualifications dans nombre de secteurs de l'industrie (soudeurs, chaudronniers, électriciens, opérateurs qualifiés de robots, etc.) une variable discriminante d'attractivité.
- Produire des indicateurs clés de la Dérive pour aider aux prises de décisions politiques et managériales en la matière : coûts cachés d'une délocalisation, gains cachés d'une relocalisation, valeur du « made in territoire français », etc.

La méthode pour y parvenir

- Accentuer les espaces de coopérations Etat-élus locaux-entreprises, qui constituent la pierre angulaire de la réindustrialisation durable
- Développer une méthodologie de gestion de projet, qui mette régulièrement ensemble des entreprises, des collectivités locales, des élus et des représentants de l'Etat, pour piloter les projets de réindustrialisation dans les territoires. Les exemples locaux de réindustrialisation montrent les bénéfices de cette synchronisation, cette coordination et cette décentralisation dans le travail entre ces acteurs.





La fabrique d'un pouvoir d'achat non périssable

Les grands enjeux

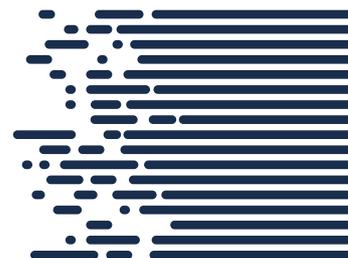
- Juguler le sentiment d'insécurité économique des Français, latent depuis le 1er choc pétrolier, qui fait du pouvoir d'achat une de leurs préoccupations majeures et qui se retrouve comme un point essentiel des programmes politiques depuis.
- Activer des leviers pour augmenter le pouvoir d'achat des Français, de manière non-périssable pour ne plus avoir à faire appel à l'action de l'Etat pour corriger les variations saisonnières des prix.

Les réformes à déployer

- Favoriser les politiques de créations d'emplois, la créativité du travail et la productivité (et ses leviers que sont l'apprentissage, la formation professionnelle et l'innovation) ainsi que la négociation salariale, qui sont les seules façons de créer du pouvoir d'achat durable. Toute augmentation de salaire se faisant sans augmentation de la productivité viendra irrémédiablement nourrir la pompe à inflation.
- Revoir l'échelle des cotisations salariales pour organiser la suppression des effets de seuils nuisant à l'augmentation des salaires et créant une trappe à pauvreté pouvant s'avérer désincitative pour le salarié et pour l'employeur.
- En finir avec les politiques d'augmentation du pouvoir d'achat conjoncturelles, non-financées et non pérennes.
- Déployer des politiques intelligentes permettant de lutter contre l'absentéisme en entreprise, en agissant sur le management, sur la démotivation et sur une meilleure organisation du travail.

La méthode pour y parvenir

- Opérer un bond gigantesque vers les négociations sociales de proximité, au sein de l'entreprise, sur le temps de travail et les rémunérations. Ces négociations devront être contractuelles et périodiques, dans toutes les entreprises.





Le rééquilibrage de nos retraites

Les grands objectifs à poursuivre

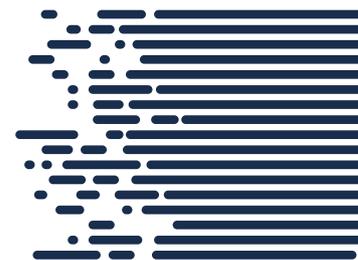
- Enrayer les baisses futures des pensions pour les retraités qui partiront à partir de 2050 (baisse relative de 30% de leur taux de remplacement).
- Faire évoluer le financement du système pour compenser le déséquilibre entre retraités et cotisants.
- Réinstaurer de l'égalité entre les actifs, que ce soit au niveau de l'âge du départ en retraite (62,8 ans dans le privé, 60 ans dans le public), ou au niveau des cotisations (23% dans le privé, 70% dans le public).

Les réformes à déployer

- Instaurer une dose de capitalisation dans notre système de retraite (pour 1€ investit en 1980, le rendement en 2020 a été de 2€ dans un système répartition et aurait été de 22€ par la capitalisation) pour augmenter la richesse des retraites.
- Faire converger les différents systèmes de cotisations, pour unifier les différents régimes et obtenir une harmonisation des droits (âge départ en retraite, ouverture à la réversion, taux de cotisation, conditions de liquidation, etc.).

La méthode pour y parvenir

- Ne plus mettre le paramètre de l'âge comme un enjeu essentiel des prochaines réformes, mais bien parler de durée de cotisation, pour éviter de se heurter à des résistances trop virulentes de la part des partenaires sociaux et de l'opinion publique.
- Expliquer aux Français que leur future pension de retraite pourrait augmenter de 30 à 40% grâce au levier de la capitalisation. C'est la meilleure façon de remporter une adhésion populaire autour de ce projet.





La sauvegarde d'une agriculture compétitive

Les grands objectifs à poursuivre

- Nourrir l'humanité, en contrant le retour de la faim, catalysé par l'invasion russe en Ukraine qui déstabilise le marché alimentaire mondial, et augmente les risques d'émeutes de la faim et inflation alimentaire.
- Protéger la planète, que ce soit à l'aune des enjeux climatique (le secteur agricole représente 30 % des GES) et des enjeux environnementaux (pollutions, biodiversité, pesticides).
- Sauvegarder l'agriculture française en enrayant la perte de compétitivité du secteur agricole français, qui est passé de la 3ème à la 6ème place du classement des exportateurs

mondiaux en 15 ans. Une chute qui s'accompagne d'un important décrochage de l'UE dans la course à l'innovation variétale au profit de la Chine/US.

Les réformes à impulser

- Libérer la capacité productive de notre secteur agricole :
 - ◇ revoir le programme Farm2Fork,
 - ◇ ne pas favoriser des modèles obsolètes par des subventions et sortir de l'idée du "tout bio",
 - ◇ laisser les différents modèles en concurrence loyale, lever les restrictions aux importations (taxes douanières sur les engrais + réglementations environnementales, comme le Cadmium, qui créent une dépendance à la Russie)
 - ◇ débureaucratiser l'agriculture en laissant de nouveaux types d'exploitations agricoles sociétaires émerger,
- Lever les entraves réglementaires à l'innovation :
 - ◇ autoriser les OGM et l'édition génomique, c'est-à-dire réglementer les produits plutôt que les processus d'obtention variétale.
 - ◇ donner des exemples de plantes éditées prometteuses (réduction des GES et des pesticides, gains sanitaires ...)
- Favoriser le stockage carbone : faire rémunérer les efforts de captation carbone en grandes cultures grâce à un marché des crédits carbone financé par les entreprises des secteurs émetteurs de GES.

La méthode pour y parvenir

Au niveau européen :

- ◇ abolir les taxes sur les importations d'engrais, revoir la réglementation cadmium (à court terme),
- ◇ lancer une réflexion pour revoir la stratégie Farm2Fork à moyen terme et faire des dérogations urgentes là où cela est nécessaire pour produire plus pendant la guerre
- ◇ défendre la position de la France favorable à la révision de la directive 2001 pour évaluer les produits indépendamment de leur processus d'obtention.

Au niveau français :

- ◇ mettre en place une réduction fiscale si des fonds sont alloués pour des crédits carbone finançant du stockage carbone agricole
- ◇ lancer l'expérimentation de la suppression du contrôle des structures et des SAFER dans 10 départements français,
- ◇ réviser le plan Ambition bio pour réduire les subventions allouées à cette filière
- ◇ modifier la loi de 2015 pour supprimer l'exception française sur les mises sur le marché d'OGM.

